



**9e SOMMET MONDIAL
DES ARTS ET DE LA CULTURE**
STOCKHOLM 2023

SWEDISH
ARTSCOUNCIL



Lancement du document de travail : La protection de la liberté artistique

Transcription de l'événement (français) - 10 mai 2022

Pour plus d'informations sur le Sommet Mondial des Arts et de la Culture et pour télécharger le document de réflexion, rendez-vous sur www.artsummit.org.

Anupama Sekhar: [00:00:18] Bonjour, je suis Anupama Sekhar et je suis la directrice du développement à l'IFACCA. Bienvenue à cette séance de début et nous sommes ravis de vous avoir parmi nous aujourd'hui. Tout d'abord, nous allons vous donner quelques informations, donc cette séance va être présentée en anglais, mais il y aura de l'interprétation disponible en espagnol, en français et en anglais lorsque nécessaire. Si vous souhaitez sélectionner une des langues, allez en bas de votre écran, cliquez sur Paramètres/Settings et ensuite choisissez la langue qui vous convient à partir du menu déroulant entre l'anglais, le français ou l'espagnol. Si vous souhaitez suivre cet événement en anglais, sélectionnez directement la langue anglaise. Si vous souhaitez suivre ces séances dans d'autres langues, vous pouvez sélectionner la langue à n'importe quel moment durant cette séance. Notez également que vous pourrez tous poser des questions à nos intervenants. Vous pouvez cliquer sur le bouton Message qui est en haut à droite de votre écran. Vous connaîtrez sûrement ces fonctions de messagerie. Nous espérons prendre vos questions, si nous avons le temps. Mais notez que tout ce qui est noté dans cette fonction sera vu par tous les participants qui y sont présents aujourd'hui. Notez également que lorsque vous voyez un bouton pour demander la parole, celui-ci n'est pas actif pour le public. Donc, utilisez s'il vous plaît le bouton Messages pour faire des commentaires ou pour poser des questions lors de cet événement. Vous pouvez également utiliser le bouton de soutien technique pour contacter notre équipe technique si vous avez besoin d'aide à n'importe quel moment. En bas de votre écran, vous pourrez contrôler votre

volume. Et vous pouvez aussi voir le bouton rouge Leave Session pour quitter la séance. Merci à tous de nous avoir rejoints aujourd'hui et nous allons maintenant débiter notre événement.

Magdalena Moreno Mujica: [00:03:06] Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue à tous et vous nous rejoignez de plus de 60 pays à travers le monde. Je demande à madame Kajsa Ravin de me rejoindre. Merci. Je m'appelle Magdalena Moreno Mujica et je suis la directrice exécutive de la Fédération internationale des conseils des arts et des agences culturelles, qu'on appelle IFACCA. Je vous parle en direct des terres des peuples Boonwurrung et Wurundjeri de la nation Kulin de l'Est de l'Australie, et je présente mes respects à leurs aînés passés, présents et futurs. Donc pour présenter notre réseau. C'est un réseau mondial de conseils des arts et de la culture pour le bien public, afin que tous puissent avoir un accès équitable et exprimer également leur art. Je remercie le Conseil des arts suédois pour leur soutien et leur vision. Comme beaucoup d'entre vous le savent, notre objectif, c'était de vous rencontrer en 2022. Mais pour des raisons indépendantes de notre volonté, ça n'a pas été possible. Mais cependant, grâce à nos collègues, nous savons qu'accueillir le sommet en 2023 signifie qu'une participation beaucoup plus importante et équitable du monde entier sera possible. Alors que nous discutons de l'urgence entourant la liberté artistique dans des contextes mondiaux qui sont aussi complexes, tels que par exemple, la guerre en Ukraine et d'autres conflits dans le monde, dans des endroits où les droits et les libertés ne sont pas sauvegardés, dans des endroits où les artistes n'ont pas d'agences et dans des endroits où les gens ne peuvent pas mener une vie culturelle dans leurs conditions. Nous reconnaissons que le concept de liberté artistique et son expérience vécue, ou bien son absence, diffèrent selon les géographies, les contextes et les cultures. Cependant, ces significations et expériences multiples ne peuvent... Nous proposons comme base cette notion que la liberté artistique et la capacité de s'exprimer librement, c'est une capacité d'accéder à des plateformes, des ressources qui ne font pas de discrimination, qu'elles soient fondées sur le sexe, la sexualité, les capacités, l'âge, la race, la culture, les croyances ou la citoyenneté et la capacité de se voir reflété dans la société dans le domaine public. Nous sommes réunis aujourd'hui pour entamer cette conversation à l'approche du 9e Sommet mondial des arts et de la culture, avec la conviction que nous sommes la somme de tous, et que ce n'est qu'ensemble que nous pourrons soutenir et faire progresser cette liberté artistique, aujourd'hui et pour les générations à venir. À présent, j'ai le plaisir de céder la parole à madame Kajsa Ravin qui est la directrice générale du Conseil suédois des arts, membre du conseil d'administration d'IFACCA, chers collègues, pour lancer officiellement ce document de travail, cet événement.

Kajsa Ravin: [00:06:11] Merci Magdalena. Sans des arts et une culture libre, on ne peut pas avoir de liberté d'expression. Et nous serons ravis d'avoir notre sommet à Stockholm dans un an. Ceci est une étape qui va vers le sommet pour débiter les discussions, et on espère que cela vous inspirera et provoquera vos pensées, notamment la suite des auteurs et autrices qui ont partagé leurs pensées, que ce soit sur les droits des artistes, les perspectives autochtones et autres. Les travailleurs de la culture et des arts sont silencieux et persécutés, emprisonnés et même tués dans le monde. En tant que leader dans le secteur de la culture, nous devons agir. J'espère que ce voyage dans la liberté artistique permettra d'avancer les choses, puisque nous en avons besoin actuellement. Merci à tous de votre participation, et j'ai hâte de voir le programme d'aujourd'hui. Merci.

Magdalena Moreno Mujica: [00:07:31] Merci beaucoup Kajsa. Et à présent, je vais passer la parole à ma collègue Anupama Sekhar que vous avez entendue précédemment, qui va animer le panel avec nos huit auteurs et autrices. Je vous remercie et c'est à vous Anupama.

Anupama Sekhar: [00:07:52] Bonjour à nouveau et bienvenue à cette conversation avec les auteurs et autrices du document de discussion pour le 9e Sommet sur les arts et la culture. Je vais inviter tous les auteurs et autrices à me rejoindre sur la scène en cliquant sur le bouton de requête de parole. Nous appelons ce segment la liberté artistique, l'espace de manœuvre, c'est inspiré par une phrase qui est utilisée par Maria Lind qui vous en parlera plus par la suite. Je suis Anupama Sekhar et je suis ravie d'animer cette séance. Avec moi, nous avons plusieurs auteurs et autrices qui sont des experts culturels dans la région: Sarah Whyatt, qui est la première autrice de ce document, ainsi qu'Irene Agrivina de l'Indonésie, Basma El-Husseiny d'Egypte qui nous rejoint aujourd'hui de Nairobi, Kenya, Katalin Krasznahorkai, d'Allemagne, Maria Lind de Suède, Letila Mitchell de Fidji et enfin Patrick Sam de Namibie. Bienvenue chers auteurs et autrices, à cette conversation. Aujourd'hui, nous espérons donner à notre public et à nos participants une idée de ce document et de voir la diversité de vos interprétations sur la liberté artistique, en partie grâce à vos expériences en tant qu'artiste, collectif, conservateur et conservatrice, et en tant que décideurs. Donc bienvenue à vous et, pour nos participants, nos auteurs et autrices seront ravis de prendre vos questions plus tard, donc n'hésitez pas à utiliser la fonction de messagerie en haut à droite de votre écran pour ajouter vos questions. Et donc, sans plus attendre, nous allons débiter.

Anupama Sekhar: [00:10:02] Donc tout d'abord Sarah. Vous avez écrit donc le premier essai, qui parlait notamment du pouvoir et de la précarité de la liberté artistique en vous appuyant sur votre expérience de plus de deux décennies en tant que militante et chercheuse dans le domaine. Donc, dites nous pourquoi est ce que les attaques contre les artistes continuent de se produire et pourquoi ils restent moins documentés dans les campagnes de plaidoyer, notamment par rapport aux journalistes et aux universitaires? Est ce que la situation s'est améliorée pour la liberté artistique ces deux dernières décennies? Sarah, c'est à vous!

Sara Whyatt: [00:10:41] Merci beaucoup Anupama, et je suis ravie d'être ici et d'avoir été invitée à discuter ces choses très intéressantes, ces thèmes qui sont parfois difficiles. Ces attaques sur les artistes, elles continuent de se produire. C'est similaire à d'autres secteurs dans les médias, les défenseurs des droits humains y sont attaqués par les mêmes groupes sur des thèmes similaires. Mais je pourrais dire que l'art, les productions peuvent avoir un impact plus important et ça peut choquer plus. Et ça peut atteindre le public de manières dont les textes universitaires ou les médias ne peuvent pas faire. Et je pense que c'est une présence viscérale qui rend les artistes très vulnérables aux attaques, notamment dans des endroits comme l'Ukraine, la Turquie et d'autres endroits. Mais pourquoi est ce que ce n'est pas bien documenté? Eh bien, il y a un manque de compréhension sur la liberté artistique, à la fois dans le secteur et en dehors. Et il y a certaines choses, notamment en termes de censure, de financements, de critères qui ne rentrent pas toujours dans le moule. Si on compare avec les journalistes, il y a peu d'organisations qui se focalisent sur le fait de documenter, de revoir les droits humains et les libertés. Mais pour ce genre de travail, il y a encore moins de ressources. Alors est ce qu'il y a des améliorations? Les cinq dernières années, oui. Il y a plus de discussions comme on le fait aujourd'hui et grâce au travail qui est fait au niveau international, au niveau mondial, notamment avec les rapporteurs spéciaux des Nations unies. Grâce à l'Unesco également, qui se focalise sur ces problèmes, et un petit nombre d'ONG, par exemple, qui sensibilisent sur ce genre de thèmes. Eh bien, ça, ce sont des actions que l'on doit encourager vraiment. Je ne peux pas vous entendre. Vous avez coupé votre micro.

Anupama Sekhar: [00:13:28] Eh oui! Vous dites que la liberté artistique n'est pas encore aussi bien comprise qu'elle devrait l'être. Est-ce que vous pourriez nous en dire plus sur la façon dont elle est actuellement définie dans les cadres internationaux, par exemple par l'Unesco? Et quels sont les aspects les plus et moins faciles pour comprendre cette définition?

Sara Whyatt: [00:13:55] C'est quelque chose de très large. L'unesco a expliqué ceci en quelques points. Le droit de créer sans censure, ça nous le comprenons tous. C'est également le droit d'avoir un soutien, que votre travail soit soutenu, distribué et rémunéré, donc d'être payé pour votre travail. C'est également le droit à la liberté d'association, d'être représenté, à l'action collective. Et peut être encore moins compris, c'est le droit à la protection des droits sociaux et économiques. D'avoir une certaine sécurité, de pouvoir faire votre travail en tant qu'artiste. Et on ne doit pas oublier également que chaque personne a le droit de participer à la vie culturelle. Donc ces six catégories, c'est ce qui est discuté dans mon essai, en plus de détails. Celui qui est le mieux compris, ben par exemple, l'emprisonnement, les arrestations et celui qui est moins compris, ou c'est le mieux compris parce que c'est plus diffusé dans les médias, il y a plus de sensibilisation, mais en terme de frontière de la liberté artistique, c'est là où il y a plus de difficulté. Donc, par exemple, quand est-ce que la liberté artistique devient un discours de haine? Quand il y a un défi sur les normes, lorsqu'il y a du choc, lorsqu'on ne comprend pas forcément pourquoi certaines choses doivent être discutées, ou lorsqu'on discute de choses où ils peuvent avoir des soucis. Ça, ce sont des choses un peu plus difficiles à comprendre. Si on revient au discours de haine, eh bien il doit y avoir des lois pour ce genre d'activités criminelles.

Sara Whyatt: [00:16:04] Il faut que ce soit spécifique, plutôt que d'avoir une législation très large qui limite la liberté d'expression. Donc il y a une difficulté particulière dans le monde de l'art pour choisir un genre de travail pour avoir des sponsors lorsqu'on essaie d'avoir un sens, un sponsor et lorsqu'on essaie de ne pas retomber dans la censure, donc là, c'est une ligne qui est un peu plus difficile et donc cela rend les artistes plus vulnérables à la pression financière. Donc c'est quelque chose qui est difficile. Donc c'est vraiment bien de commencer à avoir du dialogue et de la conversation ici sur ce genre de thèmes.

Anupama Sekhar: [00:16:55] Merci. Oui merci Sarah. Je pense que vous nous avez rappelé que la liberté, c'est quelque chose qui se rapporte à toute la société, et je me demande comment est-ce que ça se passe si la société ne voit pas forcément la valeur de ceux-ci? Et j'aimerais, Basma, me tourner vers vous. Vous avez défendu les droits et les changements sociaux, les droits culturels dans la région arabe depuis plus de 30 ans, et dans le document, vous évoquez les dangers de percevoir la liberté artistique comme un droit réservé aux seuls créatifs et vous mentionnez que ce qui menace cette liberté artistique viennent de différentes parties de la société, vous rappelez que nous devons situer ce droit dans un contexte social. Que se passe-t-il lorsque la société elle-même est hostile au droit à la liberté artistique?

Basma El Husseiny: [00:17:52] Ce qu'il doit se passer, est ce qui se passe sont différents. Ce qu'il se passe, c'est que la censure dans les artistes devient la norme. Et il est facile d'envoyer les artistes en prison, de censurer les différents artistes pour leur travail et ça devient de plus en plus facile de légaliser la censure et de légaliser les poursuites. Donc ce qui doit se passer, eh bien il y a tant de choses à faire. Et c'est à partir de ce que vous avez mentionné. Donc la liberté artistique dans un contexte social. Ce qu'il doit se passer, c'est que ces artistes, ceux qui défendent les libertés artistiques, eh bien, c'est qu'ils fassent des alliances dans la société et qu'ils puissent se diriger vers une manière de rendre la liberté artistique plus comprise et qu'on puisse la défendre mieux. Donc qu'on ne se base pas seulement sur des cas individuels, mais qu'on soutienne la cause dans son ensemble. Pour moi, l'expression culturelle, c'est un droit. Je pense qu'il faudrait aussi trouver des moyens d'expliquer les bénéfices de la liberté d'expression, la liberté artistique à la société. Pourquoi est-ce qu'on devrait s'en informer? Pourquoi est-ce qu'on devrait être intéressé par ceci? Donc, que se passe-t-il lorsqu'il y a des perspectives différentes? Comment est-ce qu'on peut critiquer le status quo? Comment est-ce qu'on peut proposer des manières différentes de voir les choses? Donc il y a beaucoup de travail à faire et je pense que c'est un peu injuste de ne mettre ça que sur les épaules des artistes. Je pense qu'il faut aussi les mettre sur les épaules des décideurs. Donc je pense que la liberté artistique, ça doit devenir quelque chose qui est très répandu dans la société, et lorsque ce sera fait de cette manière, alors on verra un environnement social qui sera moins hostile à la liberté artistique. Et à ce moment là, ce sera déplorable d'arrêter un artiste, par exemple.

Anupama Sekhar: [00:20:32] Merci Basma, vos réflexions mentionnent des choses qui ont été mentionnées précédemment par Maria Lind. Et Maria vous nous rappelez dans votre essai qu'il n'y a jamais eu de liberté artistique totale. Qu'il n'existe pas de liberté d'expression inconditionnelle. Et dans ce contexte, vous parlez d'un concept appelé l'espace de manœuvre artistique. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus?

Maria Lind: [00:21:50] Donc on a tendance à faire une division entre ceux qui ont la liberté et ceux qui ne l'ont pas, et je pense qu'il est important de considérer un espace qui change constamment, où il y a des négociations et de cette manière, on pourrait peut être penser plus. Donc moi, par exemple, je viens de Stockholm, je travaille à l'ambassade à Moscou en tant que conseillère de la culture et je connais dans mon expérience qu'il est très facile d'imaginer que dans certaines parties de l'Europe, nous avons la liberté artistique complète. Et ce n'est pas si facile. J'aimerais éviter qu'on pense que c'est quelque chose qui se passe à certains endroits, mais plutôt de voir qu'il y a des limites, même chez nous. L'agence artistique, la liberté ne sont présent, donc, dans des endroits que vous connaissez, par

exemple, comme la Suède, eh bien, il y a une autocensure qui est développée. C'est peut être différent de d'autres contextes dans le monde, mais je veux souligner que, ça, c'est quelque chose qui continue à différents niveaux, dans tous les pays, partout.

Anupama Sekhar: [00:23:21] Merci. Merci Maria. Ces dix dernières années, nous avons vu des espaces de manœuvre différents, des changements de paradigme lorsque l'on essaie d'interpréter la liberté artistique aujourd'hui. Et nos définitions commencent à changer un petit peu. Et l'un des changements tectoniques important, c'est par exemple de ne pas penser à un conservateur homme blanc comme étant la norme. Et dans ce contexte, nous avons un collectif indonésien, par exemple, ou un groupe qui est la commissaire de l'un des événements d'art contemporain les plus prestigieux au monde. Et au cœur de ce changement de paradigme particulier se trouve la notion de collectif, un concept très cher à l'autrice Irene Agrivina, qui est l'une des membres fondatrices de HONF, le laboratoire d'art, de sciences et de technologie basé à Yogyakarta. Donc, Irène, est-ce que vous pourriez nous en dire plus sur les collectifs en Indonésie et la manière dont ils préservent la liberté artistique?

Irene Agrivina: [00:24:36] Merci Anupama. Donc au départ ce collectif en Indonésie a été formé. Et donc, après sa formation, il y a eu des sous collectifs et c'est un endroit qui permet l'expression des personnes. Parce qu'avant, il y avait donc le dictateur, et ça a permis d'offrir une plateforme pour pouvoir libérer nos voix, et d'avoir nos libertés. Donc c'est devenu un hub, un endroit de partage, et ça a aidé également, parce qu'auparavant il y avait les restrictions et il n'y avait pas de liberté d'expression. Et de pouvoir développer nos voix, qu'elles puissent être entendues dans le monde, et je pense que c'est un petit peu la même chose dans le collectif. Maintenant, c'est devenu un réseau très large et avec une très grande plateforme. Continuer. Merci, merci. Je vais continuer lors de la séance questions réponses.

Anupama Sekhar: [00:26:23] Oui, les collectifs sont absolument un moyen de déconstruire les idées. Et j'aimerais maintenant vous interroger Katalin sur les autres moyens que nous devons envisager pour réorganiser le monde de l'art. Donc, en tant que historienne de l'art, autrice conservatrice, vous écrivez dans votre essai qu'il est urgent de décoloniser la définition de la liberté artistique. Qu'entendez vous par là et comment pouvons nous y parvenir, Katalin?

Katalin Krasznahorkai: [00:26:57] Merci Anupama. C'est un aspect qui manque aujourd'hui. Ce que je veux dire quand je parle de décolonisation, c'est brièvement la chose

suyvante. Décoloniser c'est d'enlever des structures hégémoniques qui existent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Donc l'idée de la liberté artistique et du moins ses racines, n'est plus à jour. On se base sur des anciennes valeurs européennes, euro centrées qui persistent aujourd'hui. Donc l'idée de la liberté artistique est originaire de la Révolution française, de la Déclaration des droits humains également et finalement la déclaration limite les définitions juridiques de la liberté artistique. Donc ces abus sont définis par la loi et donc aujourd'hui dans l'art contemporain les productions non-européennes redéfinissent cette définition d'art, d'artiste et donc de liberté artistique dans la dernière décennie. Donc la définition aujourd'hui est plus inclusive, doit être plus inclusive, non euro centrée, et elle doit être reconsidérée afin de pouvoir considérer les impacts de la colonisation depuis longtemps.

Anupama Sekhar: [00:28:52] Merci beaucoup, Katalin. Maintenant lorsqu'on parle de la décolonisation, je me rappelle des deux contributions du document qui explore l'impact dévastateur de la colonisation sur la liberté artistique. Pour les peuples autochtones du monde entier, la colonisation a signifié le déplacement forcé et l'abolition de pratiques culturelles, ce qui a eu pour effet de dévaloriser leur propre culture. J'aimerais me tourner vers vous, Roxana, vous êtes issue du peuple Mapuche-Huilliche du sud du Chili et, entre autres, vous êtes une artiste, donc que signifie cette liberté artistique pour vous en tant qu'artiste, en tant que femme autochtone, en tant que latina? Et qu'est ce que ça veut dire également pour votre communauté?

Roxana Miranda Rupailaf: [00:29:51] Oui, en effet. Je pensais à renforcer ce qui a été mentionné par mes collègues précédemment. La liberté pour le collectif et pour moi personnellement, ça veut dire avoir sa propre voix. Et ça veut également dire d'être capable d'exercer son pouvoir, d'écrire, de me voir et de déclarer ma personnalité et ma voix, d'avoir la possibilité de pouvoir parler de liberté. Et pour le peuple Mapuche, ça permet de réimaginer le monde de manière collective, notamment en termes de chanson avec le ùlkantun, qui est la conversation pour nous. Donc nous nous créons de manière collective, nous avons une prise de conscience que nous faisons partie d'un peuple indigène et cela implique qu'on doit pouvoir se retourner et regarder dans notre passé pour apprécier le passé avec les éléments que nous avons, avec les médias, avec les performances écrites, donc tous ces types d'art soutiennent le réseau. Le réseau qui est lié à notre histoire, à notre mémoire, à notre mémoire collective. Donc, c'est très important de pouvoir exercer notre liberté artistique avec notre réseau, son pluralité avec nos connaissances. Parce que, au final, nous avons une voix. C'est une voix qui a toujours été là, mais qui est maintenant

de plus en plus visible. Donc nous parlons au nom de ces personnes, ces personnes qui ont été silencieuses tout ce temps.

Anupama Sekhar: [00:31:48] Merci. Merci Roxana. Donc à présent je vais revenir vers vous Letila, puisque vous parlez de la revalorisation du savoir autochtone qui est un sujet que Roxana aborde également. Donc, est ce que vous pouvez nous parler du rôle que jouent les connaissances et la culture autochtone? Et ce que signifie la liberté artistique pour vous et les peuples autochtones du Pacifique? Quels changements urgents doivent être apportés pour sauvegarder la liberté artistique en Océanie et en particulier la diversité des expressions culturelles dans les petits États insulaires?

Letila Mitchell: [00:32:30] Merci Anupama, merci de m'avoir ce soir. Je ne peux pas parler au nom de toute la région, parce que nous sommes dans une région très large, avec de nombreux États insulaires, de nombreuses langues. Mais les connaissances autochtones, pour nous, c'est vraiment l'essence de notre être, c'est l'essence de notre peuple, notre présent, notre passé, notre futur, nos océans, nos terres, tout est construit sur les savoirs autochtones. Et il y a tellement de systèmes de connaissances autochtones qui ont été dévalorisés, mis de côté. Ces dernières décennies, il y a beaucoup de personnes qui reviennent vers la culture, qui revalorisent et qui se battent pour ces connaissances. Beaucoup de notre agenda de développement dans la région Pacifique est eurocentré. Sur la santé, sur le bien être qui sont modélisés sur le modèle de l'Europe, le modèle de bien-être de l'Europe et pour nous, notre sens de bien-être et du succès est très différent en termes de collectivité, en termes de culture, nous sommes si connectés à nos océans et à nos terres. Donc, lorsque l'on délocalise ces connaissances, lorsqu'on nous enlève tout ça, nous n'avons pas la liberté d'être les personnes que nous devons être. C'est comme si quelqu'un vous disait "vous ne pouvez pas parler votre propre langue, vous n'avez qu'à parler la langue des autres". Donc à chaque fois, on voit les choses d'après leur vision, leurs perspectives. Donc vous ne parlez pas avec votre propre voix, vous ne travaillez pas avec vos manières de faire et donc il y a des changements urgents qui sont nécessaires dans la région, parce que nous sommes ceux qui faisons face à ces impacts. Nous devons faire face aux impacts de ce qui se passe dans le monde. Et parce que nous sommes des États insulaires, nous sommes séparés par les océans et souvent nous avons les impacts les premiers. Et donc pour beaucoup d'entre nous, c'est très important de voir ces changements et que nous puissions changer la manière dont certains peuples sont perçus, notamment parce que souvent on a la vision que c'est un peuple primitif sous développé, et je pense que le monde a besoin de ce changement, comme ça a été mentionné précédemment par Katalin, il faut changer la manière dont ces industries opèrent, il faut

être inclusif, il faut avoir différentes voies, différentes personnes. On ne parlera de liberté artistique que lorsque toutes ces voix peuvent être exprimées. Donc, voilà, c'est ma perspective.

Anupama Sekhar: [00:35:38] Merci Letila. Je pense qu'on a vu la nécessité en urgence de garantir la liberté des expressions artistiques et culturelles si on veut pouvoir réimaginer le développement, selon nos propres termes, pour nos communautés et nos nations. Donc maintenant, je vais me tourner vers Patrick. Est ce que je peux vous demander dans ce contexte, comment est ce que vous voyez en tant que président du Conseil national des arts de Namibie, en tant qu'artiste, en tant que radiodiffuseurs, l'intersection entre la liberté artistique et le développement humain.

Patrick Sam: [00:36:09] Merci beaucoup pour cette question Anupama et merci à tous ceux qui nous rejoignent dans le monde. Je pense qu'il a été rendu clair par tous les intervenants avant moi. La liberté en tant que concept est très important, pas seulement la liberté artistique. Je pense qu'avec cette dualité, en tant qu'êtres humains, il y a un processus interne qui vous développe, qui vous rend connecté, qui montre votre signification aux peuples, à la planète, aux idées de prospérité. Et en même temps, il y a cet autre côté de cette dualité. Ou il y a d'autres personnes qui préfèrent les biens aux personnes. Pour eux, leur dignité et d'autres aspects ne sont pas compris de la même manière. Donc moi je viens du continent africain avec le système par exemple de l'apartheid. J'ai grandi dans ce système et je comprends vraiment l'idée d'oppression. Si on pense à l'idée d'eurocentrer, je pense que c'est quelque chose qu'on doit comprendre et qui doit devenir le centre de la conversation. Il est important que les personnes... C'est intéressant de voir combien les personnes ont été violents dans le fait d'enlever les droits des personnes. Pourquoi? Parce que ça leur a été un bénéfice. Donc mon argument, c'est de dire que de bonnes graines ne peuvent pas pousser dans un environnement qui est mauvais. Donc notre rôle, nos responsabilités, ne sont pas seulement dans les graines, mais aussi dans le sol. Pour aller vers le bien public, il faut vraiment travailler sur les racines, sur le début. Donc pourquoi est ce que ça c'est essentiel? C'est essentiel parce que la liberté, lorsque la liberté artistique deviendra plus communément répandue, eh bien c'est là qu'on va pouvoir améliorer les choses. Lorsqu'on parle dans les performances, de la couleur, de la danse, de la musique, c'est la valeur culturelle. C'est ça qui nous rend vivants, qui nous développe, et en tant qu'êtres humains notre développement ne pourra pas être achevé si on ne peut pas prioriser les arts et la culture dans notre vie quotidienne.

Anupama Sekhar: [00:38:52] Merci. Merci Patrick pour tout ceci, et j'aimerais compléter le segment de cette conversation et revenir vers vous Sarah pour une dernière réflexion au nom de tous les auteurs et autrices. Donc, qu'est ce qui a résonné le plus avec vous par rapport à cette conversation et cette discussion?

Sara Whyatt: [00:39:12] Oui, merci, c'était très intéressant. C'était très court, ces présentations sur cette large variété d'impacts de la liberté artistique. Et on a vu les difficultés et les défis, notamment de Letila et de Roxana. La description de l'importance de la culture et des arts, et donc de la liberté pour pouvoir décrire et expliquer leurs communautés. Et je pense que. Et enfin je. Heureusement, ça devient de plus en plus répandu dans les discussions, notamment sur par exemple le changement climatique. Et Katalina, qui parle de décolonisation. Le fait qu'on a tendance à regarder la liberté artistique d'après une perspective européenne donc il faut commencer à regarder les choses de perspectives différentes. Par rapport à ce qui a été mentionné, en tant que personne qui sensibilise, je ne peux pas sous estimer l'importance du partage des projets. Le fait de pouvoir créer des hubs de discussion, de pouvoir apprendre plus les uns des autres, d'apprendre nos défis, mais aussi d'avoir des actes de réflexion. Nous avons mentionné ces difficultés sur le fait d'obtenir la compréhension du public, et bon, encore moins du gouvernement. Par rapport à la liberté artistique, souvent ce n'est pas seulement le fait de dire que c'est une bonne chose, mais il faut expliquer pourquoi est ce que ça l'est. Et je pense que Patrick, son analogie est donc avec les graines, je pense que c'était très intéressant. Nous avons besoin de comprendre les arts en tant que biens publics, qui a besoin de protection et je pense que c'est une très bonne manière de commencer ce dialogue. De mon côté, j'encourage les Conseil des arts, les organisations et les associations culturelles, la société civile, les universitaires, les étudiants de s'engager dans ce genre de dialogue comme on a aujourd'hui et de trouver des manières conjointes de pouvoir surveiller et identifier ces problèmes, de les documenter et de pouvoir y répondre. Donc, c'est vraiment une très belle opportunité de commencer ce genre de choses et je serai ravi d'entendre les questions qu'on a de la part de nos participants.

Anupama Sekhar: [00:41:54] Merci. Merci Sarah. A présent, je vais me tourner vers les questions qui sont arrivées de la part de notre public. Donc est ce que la liberté artistique n'est que pour les artistes qui sont payés? Donc quelle est la différence entre, par exemple, les artistes, la liberté artistique, est ce que c'est pour tous? Est ce que c'est pour les amateurs, les professionnels? Est ce que quelqu'un veut répondre?

Sara Whyatt: [00:42:25] Je peux commencer. Au Royaume-Uni, vous n'avez pas besoin d'être enregistré comme artiste, vous faites juste votre travail et c'est tout. Quand je faisais mes études, mon étude, j'ai remarqué que dans beaucoup d'endroits, il était nécessaire en fait d'être enregistré comme artiste pour pouvoir avoir accès à la Sécurité sociale. Pour moi, si quelqu'un a une autre profession mais a fait de l'art d'une manière ou d'une autre, eh bien c'est quelqu'un qui est protégé par la liberté artistique, qu'il soit payé ou non, que ce soit seulement une performance, une production, ils doivent être protégés autant que les personnes qui reçoivent des prix.

Anupama Sekhar: [00:43:14] Merci Sarah. Basma?

Basma El Husseiny: [00:43:18] Est ce que je peux pointer que dans beaucoup de pays, si vous êtes reconnus comme artiste, c'est contrôlé, c'est utilisé pour faire partie de la censure. Donc, le fait de faire partie d'associations professionnelles et artistiques, c'est une manière de censurer les gens. Ça ne veut pas dire que les artistes doivent être amateurs ou qu'ils ne doivent pas être payés. Je suis une personne qui croit vraiment la liberté artistique c'est un droit. C'est un droit pour tous, pas seulement les professionnels, qu'ils s'expriment de manière artistique ou qu'il reçoive cette liberté, pour moi, c'est vraiment un droit à la fois pour les amateurs et pour les professionnels. Et je pense qu'il ne faut pas que la reconnaissance professionnelle devienne un moyen de censure.

Anupama Sekhar: [00:44:18] Oui. Irene.

Irene Agrivina: [00:44:22] Oui pour vous répondre, d'après mon expérience, la plupart des artistes indonésiens, la raison pour laquelle nous avons autant de collectifs, c'est que tout le monde peuvent être artistes, et les collectifs c'est un endroit pour eux de se rassembler. Donc l'art peut aussi être un moyen de s'exprimer pour eux, de travailler ensemble, de collaborer, de faire face aux obstacles ensemble. Et c'est pour cette raison qu'il y a autant de collectifs en Indonésie. Ce laboratoire d'art, c'est un studio ouvert pour que tous puissent venir y participer.

Anupama Sekhar: [00:45:11] Merci. Cette question de Stéphane. Donc maintenant une autre question de Youssef Soubi qui nous demande est ce qu'on peut vraiment parler de la position et l'idée de sauvegarder la liberté artistique s'il n'y a pas vraiment de politique culturelle solide et tangible dans différentes parties du monde? Et est ce qu'il est suffisant d'avoir ces législations pour pouvoir achever ce genre de réussite et est ce qu'il y a une

différence de sauvegarde de la liberté artistique dans le monde numérique? Patrick, est-ce que je peux vous demander de participer?

Patrick Sam: [00:45:57] C'est ce que je disais. Pour moi, la liberté artistique, ça fait partie d'une poussée, d'un élan. Dans le monde, il y a ces espèces d'endroits où il y a de la liberté et d'autres où il n'y en a pas. Les gens adorent les artistes et donc il y a un effet multiplicateur. Lorsqu'on peut protéger cette priorité, le fait que certaines personnes priorisent l'art et la culture dans certaines sociétés, eh bien ça va multiplier ensuite l'amour pour cet art et donc la protection. L'art et la culture nous montrent la manière dont nous vivons également. En termes de législation et de politique, ça permet d'avoir un environnement, donc la terre devient fertile, on peut l'arroser. Mais parfois, on voit également que les roses peuvent pousser au milieu de la rue. Donc les dynamiques d'environnement complexes montrent que les décideurs rendent les choses complexes, mais la réponse est complexe également. Il y a beaucoup d'acteurs qui sont impliqués. Quand je parle d'agences artistiques, on peut y répondre avec les données et je vais garder une partie de ces choses là pour la deuxième partie de notre discussion. Donc, qu'on puisse parler aujourd'hui du fait qu'il y a un déficit de législation lié à la culture et aux arts. Merci.

Anupama Sekhar: [00:47:42] Est ce que quelqu'un d'autre veut parler? Oui, Roxana.

Roxana Miranda Rupailaf: [00:47:53] Eh bien, par rapport à cette question, je pensais aux communautés, et ce à quoi ils ont dû faire face en termes de culture. Donc le fait de changer les peuples autochtones, ça fait partie de la nouvelle Constitution, et ça, ça a été nié en partie et c'était lié à ce que toutes les communautés autochtones font face. Et dans notre secteur, nous avons souffert de cette dépossession, même par rapport à notre langue. Donc nous faisons partie des processus politiques et, d'une certaine manière, donc pour répondre, vous parliez des médias. D'une certaine manière, les médias numériques sont devenus une plateforme pour générer des propositions éducatives, politiques, et de nous donner un endroit pour pouvoir partager nos connaissances.

Anupama Sekhar: [00:49:17] Diana Stoica nous demandait comment est ce qu'on pouvait tirer cette question? Et je pense qu'il s'agit d'une pratique artistique tout à fait complète. Lorsque les paradigmes néo coloniaux ont dominé, est ce que je pourrais vous demander à répondre Katalin?

Katalin Krasznahorkai: [00:49:51] Je crois que cette question, c'est exactement ce que disait Patrick tout à l'heure, à savoir la dignité de ces systèmes de connaissance alternatifs qui doit être, qui doit recevoir cette autonomisation. Ceci peut également les professionnels et les créateurs et les directeurs, l'institut, qui ont les moyens de surmonter cet écart qui est présent dans la question, avec des outils, avec la visibilité, la reconnaissance des systèmes productifs artistiques.

Anupama Sekhar: [00:50:43] Quelqu'un d'autre voudrait répondre à la question en totalité ou en partie? Je pense qu'on a peut être le temps de prendre une dernière question. Quelles sont les responsabilités que l'on doit demander aux compagnies qui exercent la liberté artistique? Est-ce que les artistes devraient prendre la responsabilité des travaux art, liberté artistique? Letila? Maria? Est-ce que vous pourriez partager vos réflexions sur cette question? Peut-être quelqu'un d'autre?

Maria Lind: [00:51:43] C'est pour lui redonner le nom de la personne pour que je retrouve la question, il y a eu tellement de questions intéressantes.

Anupama Sekhar: [00:51:52] C'est une question anonyme, je pense. Je n'ai pas de nom de la personne concernée.

Maria Lind: [00:51:59] Une des parties de la responsabilité qui accompagne l'exercice de la liberté artistique, notamment lorsque le privé se mêle au public. Je pense qu'un élément important, et c'est peut être la chose qu'on ne veut pas parler. En fait, c'est une question de qualité. Il faut insister là dessus. Ce n'est pas universel ni éternel et ce n'est pas quelque chose que l'on puisse traduire. Mais chaque institut, ce directeur, Cette créateur ou créatrice en ont une idée. Et il faut être ouvert pour dire pourquoi certains artistes sont invités et quelles sont les raisons. En terme de qualité aussi, et ça se rapporte à ce que vous avez dit sur la décolonisation, etc et qu'il nous faut travailler avec des notions beaucoup plus complexes de qualité. On trouve, au niveau du financement, au savoir, quels sont nos principes pour nous mêmes, nos collègues et puis le grand public et dont les financiers publics et privés.

Anupama Sekhar: [00:53:19] Merci. Letila?

Letila Mitchell: [00:53:20] C'est une question intéressante parce que pour les îles du Pacifique on a beaucoup souvent ce problème et on a la responsabilité, et de se rendre compte que l'on vient avec notre collectivité lorsqu'on pratique notre art, quand on présente

nos œuvres dans le monde entier, on est pas juste nous mêmes mais on vit avec nos familles, notre nom, notre collectivité, et souvent, pour ces gens des îles du Pacifique, il y a une responsabilité qui est attachée. Et pour trouver l'équilibre entre son individualité et son expression individuelle, et tout en respectant les anciens, la collectivité dont on vient, c'est un équilibre difficile. Et pour avoir le sens de cette responsabilité, c'est de consulter avec les personnes concernées. Pour moi, si ma famille et mes anciens, et leur donner l'occasion de comprendre mon travail et d'en parler avec moi avant que je ne le présente en public. Nos familles ont l'option d'exprimer ce qui les préoccupe et donc ce n'est pas une censure de soi même, mais on respecte la collectivité et le savoir que l'on partage. Oui, c'est important.

Anupama Sekhar: [00:54:59] Merci. Merci Letila. Donc je pense qu'on arrive à la fin de cette séance. Il va falloir mettre un terme à cette discussion. Et merci à Katalin, Letila, Irène, Roxana, Maria, Patrick, Sarah. Merci. Merci d'avoir partagé avec nous vos essais, vos idées. Et nous vous invitons, tous ceux qui nous écoutent, à lire ces documents qui sont également en français et en espagnol et de vous en servir comme ressources, comme inspiration pour le sommet qui aura lieu en 2023. Et ceci démontre que la liberté artistique, c'est un sujet complexe qui ne peut pas être interprété par un seul point de vue. Et il faut donc négocier ces nuances et ces interprétations. La liberté artistique, c'est une célébration de la différence, de l'autonomie, la compétence de parler dans sa propre. C'est une façon de parler, de s'exprimer. Et en fait, tout le monde est sur ce même océan, mais on n'est pas tous dans le même port. Donc il y a une intelligence artistique, une autonomie artistique et ceci est créé partout et malgré tous les obstacles. Et c'est l'esprit sur lequel je voudrais terminer cette conversation et je vais maintenant passer la parole à notre programme artistique. Nous vous recommandons de le regarder à l'écran et nous allons quitter la scène et la présentation artistique va donc commencer. Merci, au revoir.

Kajsa Ravin: [00:57:33] C'est les droits humains de chaque artiste de s'exprimer librement, où qu'ils soient, et qui qu'ils soient. Mais parfois ce n'est pas possible et l'artiste doit quitter son pays pendant un certain temps. Et le Conseil des arts suédois donne un abri temporaire à certains artistes. Et c'est comme au Réseau d'accueil des réfugiés artistiques et l'Agence de coopération artistique internationale. La Suède a le plus grand nombre de réfugiés artistiques, comme ICORN, le réseau international des villes de refuge. Mais nous avons donc notre invitée est active depuis 2010 et a fait plusieurs productions. Elle a été

persécutée et obligée de quitter son pays. Le Conseil des arts suédois est fier de la présenter dans ce contexte.

Justina: [01:00:21] [Vidéo musicale présentée : Darim Miyaym]

Kajsa Ravin: [01:01:48] Bonjour Justina. Merci d'avoir partagé cette vidéo avec nous et de nous faire cette vidéo pour le lancement. Est-ce que vous pouvez nous dire pourquoi vous avez réalisé cette vidéo?

Justina: [01:01:53] J'ai toujours fait de la musique pour exprimer mes sentiments et la situation en Iran récemment s'est empirée et elle a été plus difficile. Et en 2019, il y a eu une des plus grandes manifestations et, pendant une semaine, l'Internet a été stoppé en Iran et 1500 personnes ont été tuées par le gouvernement. J'étais en colère. Ce sont des Iraniens. Alors j'avais besoin de m'exprimer sous forme de musique. Donc j'ai écrit cette chanson Darim Miyaym.

Kajsa Ravin: [01:02:47] Merci. Merci de nous avoir expliqué. Qu'est-ce que ça veut dire pour vous la liberté artistique?

Justina: [01:02:57] Une façon de l'expliquer c'est ce qu'on est en tant qu'êtres humains, on a le droit de créer toutes vos expériences de la vie sous la forme d'art.

Kajsa Ravin: [01:03:11] Et ma dernière question. Et qu'est ce que ça veut dire pour vous d'être dans cette ville de refuge?

Justina: [01:03:19] Oui, je suis en sécurité, mais je ne peux plus retourner dans mon pays. Donc je ne suis pas encore libre, mais je suis en sécurité, et parfois je n'aime pas cette question parce que j'ai toujours l'impression, c'est que on veut me donner la liberté. Mais la liberté, c'est pour tous. Il n'y a rien à donner, c'est un droit.

Kajsa Ravin: [01:03:50] Merci Justina. Merci d'avoir partagé vos réflexions. Merci infiniment.

Magdalena Moreno Mujica: [01:04:19] Je vais inviter Kajsa Ravin, Patrick Sam et Sarah Whyatt à nous rejoindre. Merci Kajsa. Nous allons attendre Patrick et Sarah. Merci. Alors

merci à tous de nous avoir écoutés et nous allons lancer ce dernier segment que l'on appelle aujourd'hui construire des ponts donc pour un débat de politique publique, pour protéger la liberté artistique. Donc vous connaissez déjà Kajsa Ravin du Conseil suédois des arts, Patrick Sam pour la Namibie et Sarah Whyatt, qui a écrit l'essai principal de notre document de réflexion. Je précise qu'il y a eut vraiment de très bonnes questions, qu'on n'a pas pu toute couvrir, mais on va essayer de voir ce qu'on peut faire dans cette séance sous l'angle de la politique publique. On va commencer. Mais si vous avez des questions, vous pouvez les poser dans le chat. On essaiera de les rassembler, d'en présenter un maximum. Il y a eu des entretiens très intéressants et entre autres, l'espace malléable, et on a parlé de l'autonomie, du pouvoir, d'une certaine prononciation, comme l'a dit Roxana. Les risques, les responsabilités, tout ce que ça veut dire, la liberté artistique. Donc, en ce qui concerne les politiques, il reste encore beaucoup de travail. Sarah, vous avez dit dans le titre du document de réflexion qu'on parle de la Cendrillon des droits, mais sous l'angle de la politique, on pourrait dire que c'est une politique, il faut reconnaître que la liberté artistique, ce n'est pas quelque chose qui se tient tout seul. Et il y a la politique sociale ou d'autres. Et comme on l'a entendu dire, parmi les auteurs, il y a toutes sortes de liberté et selon les contextes, avec les droits des responsabilités qui sont liées à la liberté artistique. Il est important de se souvenir qu'il y a un certain nombre de situations différentes sur les préoccupations et que des préoccupations culturelles et sociales, et que la politique, ce n'est pas seulement ce qui est conçu par les individus qui sont au gouvernement, mais il y a également d'autres. Donc, c'est une sorte de préface très longue. Mais on va entendre parler de trois différents contextes et il faut donc savoir comment poser la discussion. Donc, pour vous provoquer un peu, je vais commencer par dire, donc je voudrais vous demander ce comment vous réagissez si la liberté artistique doit être libre d'autres ordre du jour d'autres programmes, comment le faire à partir de la nature de la politique publique pour que ça soit un avantage à un grand nombre plutôt qu'à un petit nombre. On sait que ça veut dire différentes choses selon les contextes, mais Kajsa donc avec le mandat, est-ce que si la liberté artistique peut être libre, comment est ce qu'on va y arriver? A vous.

Kajsa Ravin: [01:08:30] Merci Magdalena. La politique culturelle elle aura 50 ans en 2024. Donc ça fait une longue durée, et en Suède, la liberté d'expression est au centre de nos objectifs et ça fait partie de notre Constitution, c'est important. Pour que nos auteurs, et ça c'est pas seulement les artistes, c'est aussi la liberté d'expression. Donc c'est quelque chose dont ils bénéficient. Mais dans le contexte de qui peut parler et qui ose parler, il faut parler des difficultés en matière de liberté artistique et qui la pratiquent. Et le plus difficile à l'heure actuelle, en Suède et ailleurs, c'est que l'évolution de la société par rapport au

nationalisme, au populisme et à différents types d'extrémisme et je pense que ça établit le cadre de ce qui est possible. Et pour ceux qui osent utiliser leur liberté artistique?

Magdalena Moreno Mujica: [01:09:53] Merci Kasja. Euh, je vais vous. Donc concernant Patrick, en ce qui concerne votre poste au Conseil des arts en Namibie, vous en avez déjà un peu parlé, mais voilà ce que je voulais vous demander. Quand on parle de liberté artistique, qu'est ce que ça veut dire d'être libre? Et comment ça se positionne avec les programmes d'autres types de politiques?

Patrick Sam: [01:10:22] Alors, comment est ce que, alors je pense que vous avez bien posé le contexte. Lorsque la politique publique doit veiller à ce que les droits dans l'ensemble, pas juste pour les artistes professionnels, mais dans le monde des arts en général, je pense que cette liberté artistique est importante parce qu'elle amplifie la recherche du bonheur et de la liberté, parce que tout le monde, en fait, est un artiste et a la possibilité de s'exprimer. Donc ce que l'on fait, c'est que le système d'enseignement a implanté une espèce d'idée qui déshumanise de façon délibérée, et lorsqu'on n'est pas exposé aux arts donc, c'est une expérience qui n'est plus humaine parce que l'expression même humaine, c'est de s'exprimer par la photographie ou par autre chose, ou la peinture selon ce qui vous donne. Mais c'est l'imagination collective. Mais parce que ce déficit démocratique, c'est que la liberté dont j'ai parlé plus tôt, ça n'est pas un concept généralisé. Ce n'est pas connu par la plupart des personnes, mais tout le monde a connu l'expérience de déshumanisation. Mais parce que même si l'on parle de constitutionnalisme des droits qui sont intégrés, il nous faut des rappels de cette transition vers la démocratie, ou ce manque de démocratie. Donc la liberté artistique, c'est un nouveau véhicule et c'est un argument que personne ne peut exiger que quelques personnes ont seul le droit à l'expression artistique. Parce que c'est un droit. On peut être passif ou inactif pour x années, actif que pour quelques personnes. Mais c'est une façon d'amplifier les libertés des citoyens qui ont pu être oubliés parce que le discours politique de cette façon d'arriver à la liberté n'ont pas été réussis, atteints parce qu'on n'a pas encore trouvé tous les moyens d'y arriver avec un seul outil pour accentuer cette notion de liberté.

Magdalena Moreno Mujica: [01:10:57] Merci Patrick. Je crois que vous parlez de droits culturels, n'est ce pas? Et le droit de prendre part et de plénitude, de s'exprimer et de rechercher une carrière professionnelle en tant qu'artiste? Alors Sarah, à vous. Vous-même si, comment est -ce que vous pourriez redresser la situation concernant le contexte social et économique? Donc, si la liberté artistique doit être libre ou gratuite, comment peut on y arriver vu la nature de la politique publique qui s'adresse à quelques uns seulement?

Sara Whyatt: [01:14:02] Donc ma perspective vient sous l'angle des droits humains et on a travaillé sur des dispositifs cadres avec des conventions internationales. C'est un bon point de départ. Il faut se souvenir que tout ceci a été créé alors que de nombreux Etats se sont engagés. Donc c'est là qu'on a commencé avec la Déclaration des Nations unies sur les droits humains, sur les droits politiques, sur les droits économiques et culturels. Et puis il y a eu quelque chose sur les Etats-Unis. En fait, ça, c'est le point de départ. Mais souvent, ce sont des dispositifs, si on peut dire, qui en fait un peu limités. Et ils sont présentés d'une façon beaucoup trop définie et selon les cas individuels, on peut voir les problèmes de définition de ce que c'est qu'une définition. Et qu'est ce que c'est que l'obscénité de ne pas reconnaître un certain contexte et le contexte culturel dans son ensemble. Donc, dans ce cadre, la difficulté c'est de s'en servir, mais pas trop souvent. Et les pouvoirs publics font en sorte que les droits humains, c'est aussi une façon de limiter la liberté artistique. Donc, pour revenir à Kajsa, est ce qu'on est vraiment à une certaine distance? Est-ce qu'on a des financements? On a fait ça pour un projet collectif. Comment est ce que ça peut fonctionner? Magdalena, j'ai piqué votre question.

Magdalena Moreno Mujica: [01:16:14] Oui, oui. Si cette question, peut être, peut avoir une réponse rapide, autrement on y reviendra peut être pour plus tard. Alors on y reviendra, on reviendra sur cette question de distance. Et est-ce que? Donc à présent, je vais refaire une ronde de questions et ensuite on pourra peut être rediscuter des choses suivantes. Donc il y a différents degrés de distance donc dont on parlait précédemment. Mais merci d'avoir mentionné ceci et pour moi ça se connecte aux mécanismes internationaux qui existent et qui ont été développés, notamment lors de consultations avec la société civile, avec des experts. Mais en même temps, le fait d'avoir cette baisse, ce lien vers l'action et l'exécution, ça, c'est quelque chose qui est le plus difficile et qui doit être fait. Bon Kajsa peut être qu'on va revenir vers vous d'abord. Donc pour parler un peu du contexte suédois, et en particulier du rôle clé de la Suède qu'ils ont joué en tant que le socle de la liberté artistique. Et il semble que la façon dont les menaces se sont produites dans le passé. Puisque il y avait certaines choses qui ont peut être existé précédemment, mais on n'était pas forcément conscient. Eh bien, cette manière est très différente de celle dont elle émerge aujourd'hui. Dans le passé, elle se produisait ailleurs, mais comme on a déjà mentionné, il y a la présomption que les choses ne se passent mal qu'ailleurs, mais pas forcément chez nous. Et ça, on sait que ce n'est pas vrai. Mais donc, pour notre. Pour ma question. Donc Opus dans le passé, ça se produisait ailleurs. Mais aujourd'hui, dans le monde globalisé, les menaces, en particulier politiques et idéologiques, sont imminentes partout.

Magdalena Moreno Mujica: [01:18:33] Donc aujourd'hui, ça se passe aussi sur le Net. Mais dans ce contexte, quels sont selon vous les aspects les plus difficiles de la sauvegarde de la liberté artistique dans la réalité d'aujourd'hui? Et si je reprends le commentaire de Justina, je suis en sécurité, mais je ne suis pas libre. Comment est-ce que vous, en tant que directrice générale de ce Conseil national des arts? Comment est ce que vous répondez à cette situation?

Kajsa Ravin: [01:19:01] J'espère que ma connexion internet est suffisante et que vous pouvez bien m'entendre parce que c'est le souci qu'on a dû gérer. Et donc oui, c'est une question intéressante et pour moi, en tant que directrice, on gère tous ces soucis. Mais pour moi, ce qui est important de dire, c'est que la liberté artistique, c'est un combat qui est continu. Maria Lynd en a parlé en Suède ou ailleurs. C'est quelque chose qu'on doit reconnaître. C'est un problème dans des pays nordiques avec des démocraties développées. Avant la pandémie, il y a eu une demande du syndicat des artistes pour mentionner que 30 des artistes, des auteurs avaient été harcelés. C'était un chiffre qui était très élevé, qui était choquant pour la communauté. Et je pense que lorsqu'on parle de numérisation, des moyens fantastiques qu'on a aujourd'hui pour pouvoir avoir desancements comme celui ci sur des plateformes numériques, on doit aussi reconnaître que les menaces, les menaces des réseaux sociaux et l'impact important que ça a sur nos vies, et que ça mène parfois à une autocensure. Et par exemple, la lauréate du prix Nobel a mentionné le fait de déconstruire la démocratie au travers des plateformes de réseaux sociaux. Donc, il faut comprendre qu'il y a en effet des choses qui avancent et qui ont des impacts. Que en tant qu'être humain, lorsqu'on veut s'exprimer, il y a une forte autocensure. Ça, c'est quelque chose qui existe. Et également, on peut voir que les artistes également, les journalistes, les universitaires et autres, ceux qui s'expriment en particulier sur les soucis de genre, de race, de changement climatique, eh bien. Ils ont tendance à être plus facilement harcelés par rapport à ceux-ci. Et si je repense à la liberté artistique, est ce que ça veut dire. Ça dépend vraiment du contexte. Lorsqu'on a ce genre de discussion, on peut voir qu'il y a des choses qui se répètent. Mais il peut y avoir des grosses différences en fonction du climat et de l'atmosphère sociopolitique et religieuse. Donc ça dépend vraiment du contexte. Il faut s'en rappeler et on peut apprendre les uns des autres, afin de pouvoir être plus inclusif et de développer cet espace de manœuvre.

Magdalena Moreno Mujica: [01:22:03] Merci Kajsa. C'était très intéressant pour développer le contexte par rapport à ce dont on doit faire face. Patrick, je vais revenir vers vous, donc en parlant du contexte africain en particulier. Vous parlez beaucoup du capital humain, notamment à travers le prisme des arts et de la culture et le fait qu'il existe une

énorme opportunité de réaliser l'Agenda 2063, le cadre stratégique continental de l'Afrique pour une renaissance africaine en une puissance mondiale. Mais voilà donc pour devenir cette puissance mondiale, comment est-ce qu'on peut soutenir et sauvegarder, faire progresser ce capital humain dans le secteur et en particulier dans le contexte africain? Et on a donc ici plus de 60 pays qui sont représentés. Comment est ce que vous pouvez expliquer les choses aussi à ceux qui ne font pas partie du continent africain? Comment est ce qu'on peut faire ce genre de soutien? Quels sont les arguments pour que la valeur sociale des artistes et des travailleurs culturels devienne évidente pour les gouvernements afin que de meilleures structures soient créées pour ceux qui travaillent dans le secteur et qu'ils aient des carrières stables et aussi une voix et une agence indépendante. Donc merci Patrick.

Patrick Sam: [01:23:25] Merci pour cette question. Il y a beaucoup de choses dans cette question. Oui. En Afrique, l'Afrique, c'est l'extension du monde en développement. Le plus grand défi auquel nous devons faire face, c'est qu'il faut faire beaucoup. Et pour moi qui vient de cet endroit et qui a étudié en Europe, en Amérique, tout le monde nous demande comment est ce que vous, les Africains, vous vivez avec moins d'un dollar par jour, comme si c'était notre vie. Et je pense que ça montre l'importance des connaissances et qu'il faut réimaginer les choses de manière collective et dans le fait de réimaginer, on a établi le principe. Le principe, c'est que l'héritage culturel et artistique est fondamental pour les êtres humains et est fondamental pour nous en tant qu'humanité, pour la planète, pour notre bien être quotidien. Tout ceci est compris dans cette définition donc. D'ici 2035, il est estimé que 60% de la population va être africaine, parce que en ce moment, l'âge moyen des Africains, c'est 19 ans. Et dans d'autres endroits, par exemple, au sud, c'est 27 ans. Donc, lorsque l'on peut comprendre que lorsqu'on parle de colonisation avant de décoloniser, il faut voir les effets du colonialisme. Et l'un des effets, c'est que ça a été un processus systématique de marginaliser ces centres et du secteur. Ce n'est pas un status quo, ce n'est pas une norme qu'on peut accepter dans la société. Parce que les gens ont commence à avoir cette poursuite des biens du matérialisme. Donc une fois qu'on commence à faire ceci, on devient un bien. Donc, il faut restaurer l'agence artistique. Si les personnes peuvent voir la diversité du monde et les effets du colonialisme et le fait que les connaissances autochtones nous fournissent la spiritualité et les besoins nécessaires pour répondre au monde. Dans un monde où les personnes ne prennent pas de responsabilité pour le racisme, pour le colonialisme. S'il y a des mouvements, les gouvernements qui ne comprennent pas la valeur de la diversité, eh bien nous ne pourrons aller nulle part. Donc, c'est essentiel pour nous qu'on croit vraiment à la mobilisation de montrer comme on a été affecté et de trouver des moyens qui soient utiles, concrets pour pouvoir agir. Je trouve que

dans le secteur on regarde les choses à un niveau très petit. Mais là, il faut penser à un niveau plus large, à une plus grande échelle. Et pour pouvoir s'assurer du bien être de la société. Et je pense qu'il faut élever ces enjeux. Il faut trouver de meilleures infrastructures avec de meilleurs financements. Donc parfois le fait d'obtenir des financements dans le secteur public. Lorsqu'on parle aux conseils nationaux. Même si on ne finance pas ce côté d'entrepreneuriat, comment est ce qu'on peut financer les collatéraux? Comment est ce qu'on peut financer? Ces autres capacités. Puisqu'en tant qu'artiste, on n'a pas forcément la capacité de savoir ou est-ce qu'on peut obtenir, comment est-ce qu'on peut gérer les choses? Donc avoir de meilleures infrastructures, de meilleurs financements, de meilleures échelles pour pouvoir gérer tout ceci dans notre écosystème.

Magdalena Moreno Mujica: [01:27:48] Donc si je suis un petit peu ce que vous avez dit vers la fin. Donc partir d'un modèle plutôt d'investissement où vous pouvez avoir votre propre institution. Donc ceci répond un petit peu à la question de Sarah sur le fait, sur la distance. Peut être de négocier cette distance entre le gouvernement et le secteur pour créer une proximité. Merci Patrick. Ce que vous avez exprimé en termes de ne pas voir les choses d'une perspective particulière et de construire plus d'infrastructures. En tout cas une perspective qui est menée et dirigée par la perspective africaine. Donc maintenant, je vais me diriger vers Sarah. Donc, même lorsque la vie d'un artiste ou d'un travailleur culturel n'est pas nécessairement en danger, le contexte social et économique dans lequel ils travaillent influence souvent l'espace dont ils disposent pour créer, présenter, distribuer et parler ou s'exprimer librement. Est-ce que vous pourriez nous dire donc à quoi ressemble un travail décent et comment est ce qu'on peut, en tant que décideurs politiques, travailleurs culturels, autres représentants du secteur, faire pour garantir des conditions de travail décentes? Donc si on essaye d'aller un petit peu plus dans le détail, donc pas simplement dans le côté traditionnel, tout le monde doit avoir une bonne rémunération, mais dans un sens plus large. Donc quelles sont ces conditions? Quels sont les points qu'on oublie souvent? Donc précédemment, on avait une question sur le fait d'être libre, c'est d'être payé et non. Donc qu'est ce que c'est que le travail décent?

Sara Whyatt: [01:29:49] En effet. Dans le secteur des arts et de la culture, ce n'est pas forcément absolument unique, mais il y a certains facteurs qui créent cette précarité. Notamment, dans le processus créatif, on passe beaucoup de temps pour préparer la production, pour concevoir, faire les choses dans une manière qui ne fonctionne pas forcément et du coup, on n'a pas forcément de gain financier à la fin. Lorsque parfois on est, il est noté qu'on est au chômage, mais finalement on n'est peut être pas au chômage, on est simplement en train de travailler sur sa prochaine idée. Donc. Certains travaillent

ailleurs, mais ça prend du temps de sa capacité à continuer à pratiquer en tant qu'artiste. Donc il y a, je crois en France un moyen qui accepte ces périodes. Donc par exemple, ces périodes de non-activité ou de production peuvent être couvertes par les moyens de chômage. Donc au Royaume-Uni, ils sont en train de parler pour avoir une rémunération qui couvre les frais quotidiens. Puisqu'il y a des gens qui travaillent bénévolement, certains qui travaillent pour une paie très basse. Donc dans beaucoup d'endroits, même dans mon pays, il y a une carence particulière dans ce dans ce domaine. La communauté artistique, même des fois, ne reconnaît pas qu'ils ont ces droits. J'ai été intéressé par la question que j'ai vu également dans la messagerie de nos collègues du Brésil. La manière, dans le financement, le budget peut être utilisé. Avec parfois une réduction du budget dans des situations contractuelles très particulières. Ça, c'est quelque chose qu'on voit beaucoup. On a fait pas mal de travail sur les effets des gouvernements populistes sur les diffusions publiques et c'est exactement ça. Parfois on retire le financement, donc le retrait de financement, de prendre des décisions en fonction de personnes qui sympathisent avec le gouvernement, de productions qui sont pour le gouvernement. Donc cela réduit le type de travail qu'on peut faire si ça n'est pas avec, si, c'est à l'encontre de l'idéologie du gouvernement. Et tout ceci, bien sûr, c'est mis en lumière aussi par le média. Donc là, il y a des moyens qui sont parfois plus ou moins subtils, qui restrictifs, qui restreignent les moyens d'expression.

Magdalena Moreno Mujica: [01:33:20] Et c'est très intéressant que vous mentionnez cela. Sarah. Puisqu'on parle de qui a le pouvoir? Et c'est important de revoir les choses à tous les niveaux de prise de décision. Mais qui prennent les décisions qui sont présents et comment est ce qu'ils affectent les décisions potentielles? Et les résultats de ces décisions. Puisqu'au final, celle ci affecte parfois les retraits de soutien financier, à cause des perspectives qu'ils ont. Donc lorsqu'on regarde ceci en terme de décision, en tant que prise de décision, tous ces niveaux, toutes ces personnes, toutes les personnes qui sont impliquées, eh bien il faut se poser la question qui prend ses décisions? Et ça revient à nouveau à la liberté artistique qui nous reste une vingtaine de minutes que je vais peut être prendre pour laisser la parole à nos participants. Donc peut être tout d'abord avec une question. L'éducation artistique n'inclut pas toujours les droits humains fondamentaux, notamment sur la censure et la persécution. Pourquoi est ce que ce n'est pas une partie fondamentale de l'éducation? On voit vraiment ici cette carence, ce fossé. Et le fait qu'il faut créer plus d'opportunités pour que les gens connaissent leurs droits. Qui veut y répondre? Je vais vous demander un Patrick d'être bref tout d'abord.

Patrick Sam: [01:35:06] Donc je pense que là ou il y a des carences en terme de biens publics. C'est le fait d'avoir un système de responsabilité large. Donc lorsqu'on a les intérêts des personnes, la responsabilité, c'est une priorité. Mais ce n'est pas toujours à un niveau large. Donc pour promouvoir la liberté artistique, dans notre contexte, on a l'impression que c'est utilisé pour pouvoir renforcer les dynamiques de pouvoir entre les gouvernements africains qui sont corrompus. Alors que finalement dans un système hégémonique. Mais. Il faut regarder qui sont les acteurs dans cet écosystème qui va répondre aux violations. Qui peut répondre dans ce genre de cas. Le secteur privé n'est pas réglementé et nous ne le faisons pas parce que nous avons peur d'aller au delà de la norme. De prioriser ce genre de choses. Donc en terme de responsabilité sociale, c'est un concept qui doit être plus mis en lumière. Et il pourrait ajouter à l'engagement civil également afin de pouvoir aider les acteurs. Et de cette manière, ce n'est pas une approche dans un sens particulier, mais c'est une approche plus circulaire pour voir comment est-ce que le collectif fonctionne.

Magdalena Moreno Mujica: [01:36:46] Et quand on veut s'assurer que tout ce qu'on veut faire, c'est de nous assurer du bien être de la population. Est-ce que vous voulez répondre à cette question?

Sara Whyatt: [01:37:02] C'est que je pense en matière de journalisme, et il y a eu une section sur les droits, sur l'éthique, etc. C'est que dans ce secteur de l'art et de la culture, ça n'est pas le cas. Je voudrais féliciter mon collègue, Goldsmiths, qui m'a invité à en parler aux étudiants sur la liberté artistique. Les seules personnes qui vont faire le changement, ce sont les artistes eux mêmes. Donc il faut une demande et ils doivent savoir quels sont leurs droits et qu'on ne leur enseigne pas à l'école. Et ensuite, il faudrait qu'ils comprennent pourquoi il est important de participer et de contribuer que ça soit de l'Unesco. Mais dans ce contexte de reporting, lorsqu'on regarde oui, non, ce n'est pas quelque chose que je veux faire. Mais lorsqu'on a un module, par exemple sur la liberté artistique pour chaque étudiant, où ils peuvent discuter de chaque aspect, quels que soient leur contexte, leurs antécédents, et d'en parler au niveau politique. Et même une partie des gens qui travaillent dans ce domaine, des politiques s'intéressaient. Alors parlons en, tenant un financement pour que ça soit bien inclus, et on verra des changements rapidement dès le début.

Magdalena Moreno Mujica: [01:38:40] Merci. Je voudrais dire que certains collègues de l'Unesco ou de la convention sont là. Donc on pourrait leur proposer qu'on aimerait bien que ça soit le cas et que ce soit accessible. Et je pense que tous nos collègues et participants aimeraient beaucoup aller à la convention sur le site de l'Unesco et de les contacter et de voir comment les contacter. On en reparlera au sommet mondial alors Kasja

au niveau pratique, les résultats de l'enquête dont je vous ai parlé tout à l'heure, avec une autre organisation suédoise, on a mis au point un manuel pour aider les artistes à savoir ce qui sont, ce qui est leur droit, comment agir s'ils n'ont pas la formation. Il faut qu'on vous aide et qu'on vous donne ces conseils. Merci Kasja. On va passer à la question suivante. C'est un de nos conseillers pour le sommet du Zimbabwe. Quels sont les risques à considérer pour mettre en place les mesures de protection universelles et comment connecter à l'océan et à la terre? Qui aimerait répondre à cette question?

Patrick Sam: [01:40:38] C'est les risques à prendre en compte lorsque des méthodes de politique soit utilisées normalement, dont des notions de dignité, d'amour et la connexion avec l'océan et la terre. Ce que j'ai compris, c'est que, quels sont les risques de protection des libertés artistiques au niveau des politiques, vis à vis de la dignité, de l'amour et de la connexion avec l'océan, la terre. Alors, pour reparler de la dernière question sur cette question d'enseignement. Ça dépend de la diversité de la population. Ça dépend du programme. Il faut comprendre comment, en dehors de ces structures formelles d'enseignement, il y a d'autres espaces. Mais il y a également des structures informelles: la connexion avec la famille, les connaissances ancestrales qui sont des sources légitimes d'apprentissage dans la famille. Donc, il faut que l'on oublie ces espaces de pouvoir pour les reconstituer. Alors, en ce qui concerne les risques, le plus grand, ce serait les canaux illégitimes qui seraient utilisés pour créer une société nocive au lieu de comprendre l'aspect législatif ou politique ou réglementaire. Mais quelles sont les valeurs choisies dans cette société? C'est un préalable à cette discussion au niveau sociologique pour enrichir la notion de liberté artistique et dans son application et dans sa pratique, ce n'est plus un exercice universel, mais c'est un principe. Donc on peut avoir une façon de comprendre sur le plan conceptuel de la dignité, etc. Mais on peut cibler certaines collectivités et en principe, dans le principe, c'est l'utilisation de la liberté artistique, c'est de s'en servir comme d'un outil légitime pour déstabiliser, pour créer des conflits. Par cette notion de liberté artistique inconditionnelle, parce qu'il doit y avoir des conditions d'attaché pour le fonctionnement de la société.

Magdalena Moreno Mujica: [01:43:35] Merci Patrick. Il est intéressant de ce que vous dites sur les menaces et des protections. Donc si on regarde de l'autre côté, comme Sarah l'a dit tout à l'heure. Lorsque entre ce qui est donc ce qui est protecteur et ce qui retourne la situation et crée une situation d'exclusion et donc de retrait de la liberté et de la capacité d'expression. Alors ceci va dans le sens de la question suivante. On en a un peu parlé concernant la violation des libertés artistiques déguisée sous l'angle de la légalité, des mesures administratives qui en mènent une réduction de projets de changement de projets

artistiques. Le déni, la désillusion avec les politiques culturelles. Il y a des changements de gouvernement. Tout d'un coup, ça peut changer de direction ou alors on revient en arrière. Donc c'est un espace très fluctuant. Et comme Maria l'a dit tout à l'heure, et c'est cet espace de manœuvre au sein duquel on agit. Alors cette question sur la légalité. J'ai le droit de faire ceci. Comment est ce que vous pouvez répondre selon le contexte?

Kajsa Ravin: [01:45:38] C'est important de le dire. C'est couvert par la législation, la liberté de parole et d'expression, qui fait partie de la Constitution. Et toute violation de ce droit ou lorsqu'on va trop loin, ça devient un problème pour les tribunaux. Mais il y a des négociations au sein de la société. Je pense que c'est un sujet difficile. Et lorsqu'on en parle, qu'on a en débat dans la société, c'est toujours très dur. Et comment dire. Et ça polarise. Et le problème donc c'est toujours dans le sens du conflit, au lieu de se comprendre les uns les autres. Et c'est un vrai problème en Suède. Il y a beaucoup d'artistes qui se penchent sur cette question et s'inquiètent pour l'avenir. Pour élargir cet espace de manœuvre au sein des institutions, mais aussi des collectivités artistiques, il faut pouvoir débattre de différentes questions. Par exemple le changement climatique, c'est un sujet de débat difficile. Alors il y a un point qu'on n'a pas vraiment, c'est la pandémie. Ça a tout changé. Et ça, ça change le débat. Et comment est-ce que nos points de vue se modèlent et ça aussi c'est un espace de manœuvre pour l'expression artistique. Mais ce n'est pas toujours une bonne chose. Oui, c'est un point très important. On en a, on n'a pas touché la surface. Alors Sarah, voilà une question, dans votre rôle de conseil pour équilibrer les responsabilités, les droits, si la plupart des institutions perpétuent l'idée de marché et le statu quo.

Sara Whyatt: [01:48:31] Oui. Alors Patrick a parlé de l'élite. C'est toujours ce qui m'intéresse parce que ça se rapporte à d'autres questions ou beaucoup d'entre nous. Or, lorsqu'on a appris à nos parents, on va être artiste. Nos parents ont réagi avec horreur la peur de nous voir monter sur scène et nous exhiber. Mais en fait, c'est surtout qu'on ne va pas gagner assez pour s'acheter une maison ou bien vivre. Donc la précarité, le manque de financement de ce que dans certaines sociétés, ce n'est pas possible. Il faut prendre des risques. Il faut une sorte de filet de sécurité. Et puis, il faut déjà oublier d'avoir une qualité de vie, quoi. Et d'avoir certains luxes et même de même rentrer dans certaines professions. Mais lorsque je suis allée vers ce secteur, j'ai toujours trouvé, surtout au Royaume-Uni, j'ai vu que certains secteurs dominaient, mais c'est un vrai problème. Et qu'il faut traiter lorsque quelqu'un veut rentrer dans le secteur culturel, il doit pouvoir le faire financièrement. Mais on voit souvent autour de soi, au niveau du contexte.

Magdalena Moreno Mujica: [01:50:22] Oui, je n'ai pas vraiment répondu à la question, mais c'est un sujet qui me tient à cœur. Mais là, vous soulignez que c'est un vrai problème et on est d'accord. Je pense que dans tous nos différents contextes, pour moi, le Chili, je suis en Australie, maintenant, c'est une réalité. Cette notion d'entrer dans la profession artistique sans savoir si on va pouvoir en vivre. Et je sais que d'autres secteurs ont des difficultés, mais c'est vraiment une grande inconnue. Alors Kajsa et ensuite Patrick, vous avez des choses?

Kajsa Ravin: [01:51:03] Alors je voulais simplement parler en Suède. Il y a un système de sécurité sociale très généreux et d'enseignement également d'éducation supérieure et artistique qui sont gratuits. Et tous les citoyens suédois peuvent avoir une bourse d'études, mais c'est un prêt. Donc on peut suivre des études, devenir artiste plus cinq ans. Ensuite, il faut rembourser son prêt. Et puis il faut s'acheter une maison. Et le Conseil des arts suédois essaie de faire et de voir comment ces financements servent à payer les artistes, même les organisations indépendantes. Et comment est ce qu'il le paye, les artistes et que ce ne soit pas impossible d'en vivre et de régler ses factures. Et nous savons que la plupart des artistes sont des indépendants et que leur revenu annuel est très bas. Et donc on a ce social, ce système social qui est très très bon quand même.

Magdalena Moreno Mujica: [01:52:30] Alors maintenant, Patrick, en étant rapide, s'il vous plaît, à votre micro.

Patrick Sam: [01:52:39] Alors l'effet de la Covid, c'est qu'on ne peut pas séparer les vies et le revenu. On voulait protéger les vies, mais il fallait également protéger les sources de revenus. Mais en fait, c'est là que l'on comprend l'idée de dignité. C'est une notion et c'est tous les effets de la religion, du colonialisme, etc la planète, les gains de planète. C'est une question de dignité. Mais dans nos existences plural au pluriel, comment utiliser ce qui est disponible pour créer des conditions de vie dans notre société? Une fois qu'on comprend ce à quoi on fait face et ce qui est en jeu, donc sur la question, c'est sur la dimension des outils disponibles pour nos connexions personnelles pour créer de la visibilité. Et c'est un écosystème complexe. Mais il faut comprendre toutes les facettes et analyser tous les aspects pour qu'on arrive à ce qu'on a vraiment imaginé.

Magdalena Moreno Mujica: [01:54:02] Merci Patrick. Il nous reste une ou deux minutes avant de terminer. Je voudrais poser une question rapide en vous demandant de répondre rapidement. Si on vous demande de faire partie d'une étude de politique et vous devez convaincre vos participants, comment vous allez faire évoluer les esprits sur ce thème de la

liberté artistique, qu'est ce que vous allez dire? On ne veut pas citer qui que ce soit, mais qu'est ce que vous diriez à cette personne qui résiste? Alors Kasja, qu'est ce que vous diriez? Qu'est ce que je leur dirais? Oui. Qu'est ce que vous allez leur dire?

Kajsa Ravin: [01:54:55] La liberté artistique de chacun et de la vôtre est celle de tous.

Magdalena Moreno Mujica: [01:55:01] Patrick, à vous,

Patrick Sam: [01:55:05] Lui Je dirais que la liberté artistique est aussi fondamentale que l'enseignement. C'est essentiel pour se sentir humain et pour explorer cette expérience humaine,

Magdalena Moreno Mujica: [01:55:23] À vous Sarah.

Sara Whyatt: [01:55:25] Je vais répéter, c'est que la liberté est aussi importante que la liberté de la presse, la liberté de vous exprimer, de faire les déclarations que vous voulez faire, voilà ce que je dirais.

Magdalena Moreno Mujica: [01:55:42] Merci à tous. Merci infiniment à ce panel. Voilà, ça, c'était ça l'objet du sommet. Et c'était l'objet du sommet. Notre approche consiste à rechercher des voies communes pour trouver un terrain d'entente, en reconnaissant que l'application sera différente que la liberté artistique et beaucoup plus large et critique que ce que nous lui accordons. Je voudrais remercier nos différents panélistes qui ont participé au document de réflexion et tous ceux qui ont continué à participer, à partager avec eux ou au fil des mois et par le site du sommet qui a été mentionné. Et je voudrais vous remercier tous les trois Kasja Ravin, Patrick Sam, Sarah Whyatt et Justina pour sa présentation et nos autres collègues pour leurs travaux. Je voudrais vous remercier tous ceux qui nous avaient écouté pour avoir participé à la discussion et de vos très bonnes questions. Merci à bientôt. Merci à tous.